

# La lettre des Archives

FEUILLE DE LIAISON DU SERVICE ÉDUCATIF DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ORNE - 3<sup>e</sup> trimestre 2008

## Sommaire

P. 1 à 10

L'affaire Stavisky  
et les émeutes  
du 6 février 1934 à Paris  
vues dans la presse ornaise.

P. 11 à 12

A la découverte  
des documents d'Archives...

## Contacts

### Archives départementales de l'Orne

6-10, avenue de Basingstoke  
61000 Alençon

Tél. 02 33 81 23 00

Fax 02 33 81 23 01

Primaire : Patrick BIRÉE

Collèges : Sébastien BEUCHET

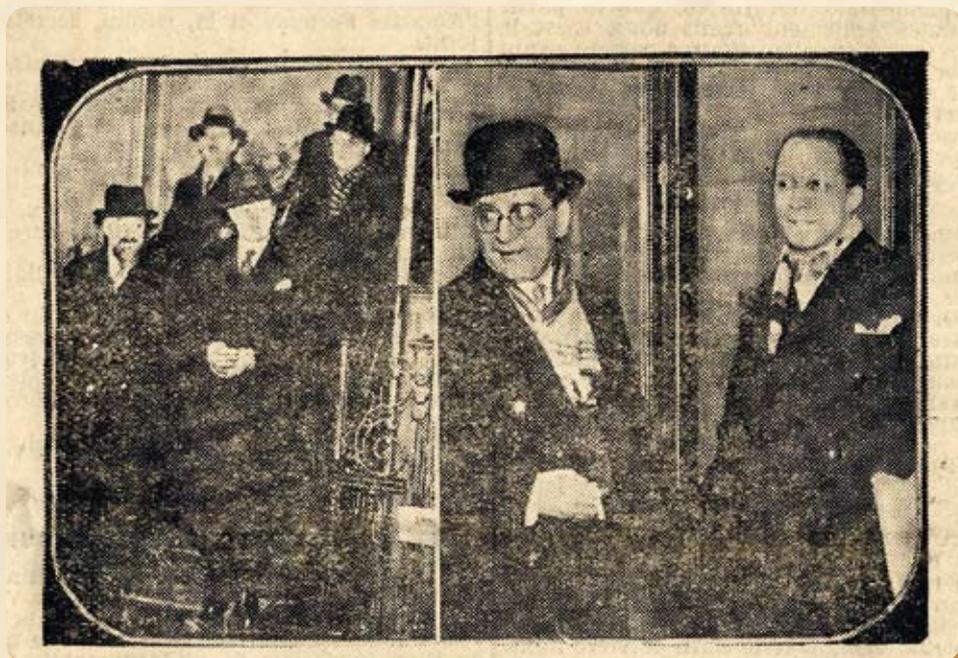
Lycées : Arnaud CAMPAIN

Sées, architecture et art religieux :  
Arnaud CAMPAIN

Archives  
départementales  
de l'Orne



## L'affaire Stavisky et les émeutes du 6 février 1934 à Paris vues dans la presse ornaise



### L'AFFAIRE STAVISKY

La série des perquisitions opérées par la police dans la recherche des responsabilités dans l'affaire Stavisky, continue.

A gauche : M. Ordonneau (avec barbe) sortant après la perquisition de l'immeuble de la Société « Sima », rue de Volney.

A droite : M. Pierre Darius (à droite) accompagné de M. Georges Saint-Bonnet, secrétaire général de « Midi », arrivant au cabinet de M. Lapevre.



Caricature de Stavisky.  
*Journal de l'Orne*, 13 janvier 1934.

Le 6 février 1934, Paris est secouée par de violentes manifestations antiparlementaires qui ébranlent le pouvoir. Les conséquences dramatiques de cette journée poussent le gouvernement en place à la démission. Les événements parisiens ne manquent pas d'interpeller l'opinion publique et de susciter de vives réactions dans la presse locale.

La Grande dépression de 1929 qui frappe la France de plein fouet en 1931 plonge le pays dans la crise économique et sociale et touche tout particulièrement les classes moyennes, fidèles soutiens de la République. Le pouvoir doit faire l'aveu de son impuissance à juguler ces difficultés économiques et sociales qui nourrissent ainsi une forte instabilité ministérielle. De mai 1932 à février 1934, ce sont pas moins de six gouvernements qui se succèdent sans trouver de solutions efficaces à la crise. En outre, des scandales politico-financiers discréditent un peu plus les hommes au pouvoir et alimentent le rejet du parlementarisme. Si les affaires frauduleuses de Marthe Hanau ou encore la faillite du banquier Oustric à laquelle est mêlé le Garde des Sceaux en 1930, taraudent l'opinion publique, c'est l'affaire Stavisky qui connaît le plus grand retentissement dans la presse ornaise.

## Le scandale politico-financier des faux bons du Crédit Municipal de Bayonne

### UNE ESCROQUERIE DE 500 MILLIONS

Comme nous l'avions annoncé dans notre dernier numéro, un nouveau scandale financier vient d'éclater. Il s'agit du krach du *Crédit municipal* de Bayonne, dont le conseil d'administration a pour président le député radical-socialiste Joseph Garat, maire de Bayonne. Près de 500 millions de faux bons — souscrits en grande partie par des compagnies d'assurances privées et par des « caisses d'assurances sociales » — ont été écoulés par les soins du fameux escroc Stavisky.

Stavisky est un des plus redoutables bandits qu'ait connus la chronique judiciaire de ces dix dernières années. Inculpe en 1926 d'escroqueries et de vols portant sur une vingtaine de millions, il aura réalisé ce tour de force de conquérir une rapide mise en liberté et, depuis cinq ans, de faire renvoyer aux calendes un procès qui devait le gêner pour la réusite des affaires nouvelles qu'il allait entreprendre. En 1926, en effet, raconte le *Matin*, Stavisky était arrêté par le commissaire Pachot dans sa villa de Marly, au cours d'une réception qu'il donnait. Il était accusé de véritables vols. Avec la complicité d'employés d'agents de change, il avait rafflé, par un tour de passe-passe, une vingtaine de millions de titres qu'il avait immédiatement négociés. Poursuivi pour recel, il resta en prison quelque temps, puis obtint sa mise en liberté provisoire. L'instruction s'accompagna d'expertises qui demandèrent deux ans. En 1929, Stavisky fut renvoyé en correctionnelle pour recel, complicité de vol, etc... Le procès fut appelé devant la troisième chambre correctionnelle. Le bâtonnier Guillaumin, M<sup>e</sup> Maurice Garçon et M<sup>e</sup> Borville représentaient les parties civiles. L'affaire fut renvoyée une première fois, une deuxième, une troisième fois... A l'heure actuelle, cinq ans après le renvoi en correctionnelle, sept ans après l'ouverture de l'instruction, elle n'est pas encore jugée.

Ces invraisemblables et scandaleux attermoissements amènent ces jours derniers le journal *La Liberté* à poser les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Grâce à quelles puissantes interventions l'escroquerie Stavisky de 1926 n'a-t-elle jamais été jugée ?

2<sup>o</sup> Grâce à quelles puissantes interventions Stavisky voleur, a-t-il été remis en liberté ?

3<sup>o</sup> Grâce à quelles puissantes interventions Stavisky n'a-t-il jamais été inquiété pour les 10 millions escroqués au Crédit municipal d'Orléans ?

4<sup>o</sup> Grâce à quelles puissantes interventions Stavisky a-t-il obtenu que le Crédit municipal de Bayonne pût émettre des bons ?

5<sup>o</sup> Qui a autorisé Stavisky à émettre des bons jusqu'à concurrence de 200 millions, alors que le plafond aurait dû être de 50 millions ?

6<sup>o</sup> Qui a invité de puissants et respectables établissements à souscrire à ces bons ?

En décembre 1933, ce scandale mêlant le Crédit municipal de Bayonne, éclate. Alexandre Stavisky, homme d'affaires d'origine ukrainienne et de religion juive, proche de plusieurs parlementaires radicaux, fondateur de ce crédit municipal, détourne plusieurs millions de francs par une importante escroquerie. La presse révèle que Stavisky a bénéficié de 19 remises de son procès et que le Parquet est dirigé par le beau-frère de Camille Chautemps, chef du gouvernement. Enfin, le 8 janvier 1934, Alexandre Stavisky en fuite, est retrouvé mort d'une balle dans la tête dans un chalet de Chamonix au moment même où la police s'apprêtait à l'interpeller après avoir retrouvé sa trace. La presse de droite et d'extrême-droite se déchaîne alors et accuse Camille Chautemps d'avoir commandité cet assassinat afin d'éviter des révélations accusatrices.

Dans son édition du 8 février 1934, *L'Avenir de l'Orne*, journal de tendance modérée, rappelle ce marasme économique auquel s'adjoint la crise de confiance à l'égard du pouvoir, étroitement liée au scandale Stavisky :

*« Le pays a bien d'autres soucis que les escroqueries de feu Stavisky. Le paysan voudrait vendre son blé. Le vigneron son vin. L'industriel aimerait pouvoir exporter ce qu'il fabrique. Et le commerçant penché sur son Grand Livre, ne désire rien tant que de voir le chiffre des recettes l'emporter sur celui des dépenses. On leur demande de payer des impôts. Ils ne s'y refusent pas. Ils voudraient simplement qu'on s'applique à réduire ces impôts au minimum. N'ont-ils point raison ? C'est pourquoi je dis et je répète que nous aurions beaucoup mieux à faire à la Chambre en ce moment, que de nous disputer en nous jetant à la tête les noms de Stavisky, d'Oustric, de Rochette et de M<sup>me</sup> Hanau. [...] Car l'homme de la rue, le Français moyen, ne demande qu'une chose : qu'on lui permette de travailler dans le calme, dans l'ordre et dans la paix ».*

Le *Journal de l'Orne*, dirigé par Robert Langlois et très marqué politiquement à droite, relaie auprès de ses lecteurs les frasques de l'affaire Stavisky en insistant sur la lourde responsabilité des dirigeants républicains. Dans son édition du samedi 27 janvier 1934, il lance de nombreuses diatribes contre le gouvernement dans un article au titre évocateur « Le scandale continue » :

*« Le scandale politique, que le cabinet Chautemps a voulu étouffer, s'étend. On calmera cette fois difficilement l'opinion publique à l'aide de déclarations mensongères et de démentis auxquels personne ne croit plus. Trop de gens ont été mêlés à l'affaire, l'aventurier a fréquenté trop de personnages consulaires, il s'est fait trop de bruit autour de sa vie d'homme du « monde », alors qu'il maniait des millions par centaines pour qu'aujourd'hui on puisse être cru quand on nous affirme ne l'avoir jamais vu, ne savoir même pas qu'il existait. Un journaliste écrivait récemment que si l'on pouvait se saisir du livre d'adresse de M<sup>me</sup> Stavisky, et le livrer à la publicité, on aurait une édifiante idée des fréquentations du personnel de la République. Tout le monde ment et se défie. L'opinion sent cela, et elle est méfiante et coléreuse ».*

Le *Perche*, journal de centre gauche, cherche à relativiser la portée de l'affaire en la distinguant du politique et en la cantonnant au domaine judiciaire. De ce fait, il souhaite contrer la campagne de discrédit menée par les journaux de droite à l'encontre de la République et de ses dirigeants :

*« En tout cas, cette fabuleuse histoire, invraisemblable mais vraie, ne suscite pas seulement les commentaires les plus variés, mais elle déchaîne par surcroît les passions politiques.*

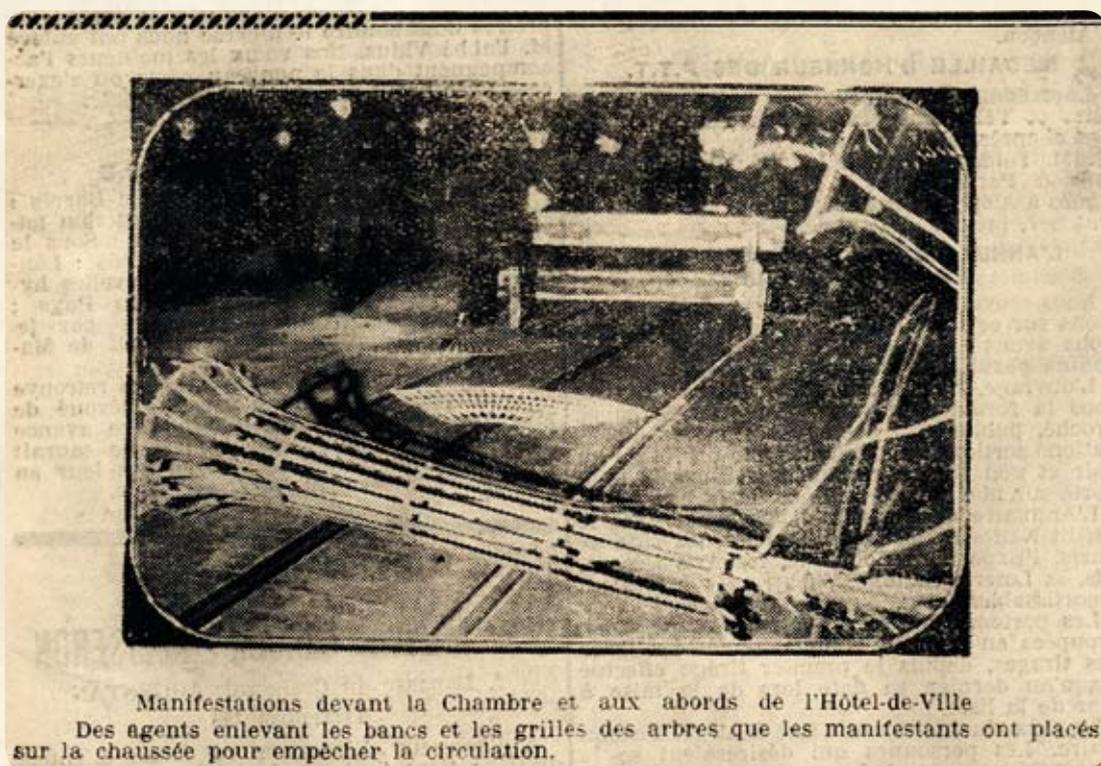
*Il y a dans cette affaire assez de choses lamentablement réelles pour qu'on n'y ajoute pas des calomnies et des mensonges, tendant surtout à nuire au parti actuellement au pouvoir.*

*Depuis longtemps, il faut bien le dire, les affaires sont trop mêlées à la politique. Un tas d'individus vivent dans le sillage des puissants du jour et les assaillent de leurs interventions.*

*Et, ce qui est inadmissible, ce sont les démarches qui tendent à permettre à ceux-ci ou à ceux-là de gagner de l'argent » (14 janvier 1934).*

Ce scandale provoque de nombreuses manifestations à Paris qui contraignent Camille Chautemps à démissionner. Le 27 janvier 1934, il est remplacé par un autre radical, Edouard Daladier.

La droite et l'extrême droite exploitent l'affaire Stavisky pour déstabiliser le pouvoir et remplacer la majorité parlementaire issue des élections de 1932. Les ligues d'extrême droite multiplient les manifestations à Paris et diffusent leurs idées antiparlementaires, antisémites et xénophobes ainsi que leur haine de la franc-maçonnerie surtout depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1932. Ces ligues rappellent l'origine ukrainienne et la religion juive de Stavisky ainsi que l'appartenance de Camille Chautemps à la franc-maçonnerie pour discréditer un peu plus la République et jeter l'opprobre sur les hommes politiques au pouvoir.



*Journal de l'Orne*, 27 janvier 1934.

Les émeutes du 6 février 1934 trouvent leur principale explication dans le limogeage du préfet de police de Paris, Jean Chiappe, qui bénéficie de la bienveillance de l'extrême droite. Cette décision ulcère les ligues et la droite qui appellent à une manifestation massive à Paris, place de la Concorde, devant la Chambre des députés au Palais-Bourbon. La *Croix de l'Orne*, journal conservateur, relate ce sentiment d'injustice après le renvoi de Chiappe, que l'on croit être la conséquence de tractations entre radicaux et socialistes :

*« Un homme dont tout le monde, à Paris et ailleurs, s'accorde à reconnaître l'honorabilité, le seul homme public qui ait démontré péremptoirement la correction de son attitude dans l'affaire Stavisky, le préfet de police, M. Chiappe, a été sacrifié.*

*Après l'avoir en compagnie de son ministre de l'Intérieur, M. Frot, comblé de sa confiance et de ses protestations d'amour, M. Daladier*

*l'envoyait ... au Maroc en qualité de résident général. [...] Probablement M. Daladier a-t-il rendu ce décret, le couteau de Froissard, le couteau socialiste sous la gorge, les révolutionnaires ayant juré d'avoir la peau de M. Chiappe, le représentant énergique de l'ordre. M. Daladier l'a-t-il troquée contre leurs bulletins de vote ?*

*Tout était perdu si Blum et ses sbires ne soutenaient pas le ministère. Alors comme Néron, le président a étouffé celui qu'il embrassait et, en même temps, rabaissé aux yeux des Marocains » (La Croix de l'Orne, édition du 11 février 1934).*

### L'agitation politique



*(Cliche Record)*

*Les passants devant les affiches apposées par les organisations manifestantes*

*Le Réveil de Flers, 11 février 1934.*

Cette démonstration de force réunit les principales associations de combattants : Les Croix de Feu du Colonel de La Roque, l'Union Nationale des Combattants, proche de la droite, et l'Association Républicaine des Anciens Combattants d'obédience communiste. Bien entendu, de nombreuses ligues d'extrême droite (l'Action française, les Jeunesses Patriotes, Solidarité française, le Francisme, les Croix de Feu) battent le pavé ce 6 février 1934. Au total, ce sont près de 30 000 manifestants qui expriment leurs mécontentements aussi divers que variés à l'égard du pouvoir. Les croix-de-Feu se dispersent rapidement tandis que des militants d'extrême droite, en partie armés, s'opposent aux forces de l'ordre sur la place de la Concorde en face du Palais-Bourbon. Débordée, la garde mobile fait usage de la force et tire sur la foule. De violents affrontements se poursuivent toute la nuit et, au petit matin, le bilan est lourd : 16 manifestants et un policier sont tués et on compte pas moins d'un millier de blessés. Trois jours plus tard, les socialistes et les communistes organisent une contre-manifestation qui dégénère à son tour et fait 9 morts.

## Le Fascisme à Mortagne

**M. GATECLOU - MAREST, chef des Camelots du Roy mortagnais, est l'objet d'une enquête**

Les douloureux événements qui viennent d'ensanglanter Paris demeureront longtemps gravés dans le cœur et l'esprit de tous les bons Français, qui sont unanimes à flétrir ces luttes fratricides.

On sait que, parmi les émeutiers, royalistes et communistes, chauffés à blanc par les excitations de leurs chefs restés prudemment embusqués loin des balles, tinrent les premiers rôles dans cette tragédie.

A la faveur des troubles provoqués par les événements politiques, les extrémistes de droite et de gauche se sont ligués pour mener l'assaut contre le Régime. Une fois de plus, on les a vus se rejoindre pour mener le combat contre la « Gueuse », quittes ensuite, si le coup avait réussi, à se ruer les uns contre les autres pour se disputer le pouvoir.

Mais devant les hordes fascistes et moscouitaires coalisées, la République a tenu bon. Elle a triomphé des factieux.

Après ces épouvantables combats de rues dont ils portent l'entière responsabilité, royalistes et communistes, que l'immense majorité des Français confond dans un même sentiment de réprobation, comprendront-ils que le Pays n'est pas mûr pour la Dictature ?

Comprendront-ils aussi, les « camelots » mortagnais, qu'il est vain de venir — comme ils l'ont fait la semaine dernière —, jeter le trouble parmi nos pacifiques populations percheronnes qui, à de rares exceptions près, ne veulent plus entendre parler des régimes déchus ?

Car il faut que vous sachiez, paisibles perchérons, que votre petite capitale compte au nombre de ses habitants une poignée d'agitateurs farouchement dévoués au duc de Guise.

Mais, afin que vous ne soyez pas tentés de porter sur Mortagne — ville réputée pour sa placidité — un jugement défavorable, nous nous hâtons de vous dire que ces triblions, que nous voulons aujourd'hui stigmatiser, sont des « hors-sains » auxquels nous donnons volontiers le conseil de boucler leurs malles s'ils entendent poursuivre leurs agitations malsaines au milieu d'une population qui restera sourde à leurs appels à la révolte.

Car il s'agit bel et bien d'un appel à l'insurrection que le chef des camelots mortagnais, le grave M. Gateclou-Marest — flanqué d'autres gros et moyens bonnets —, a lancé sur les murs de Mortagne.

Chagrinés sans doute de n'avoir pu aller se mêler au flot des manifestants qui, l'autre jour, battait contre les grilles du Palais-Bourbon, nos camelots, reléguant leurs matraques, s'employèrent à distiller leur venin par voie d'affiche, ce qui, évidemment, présentait moins de danger.

C'est ainsi que l'on vit étalés sur les murs des placards que nos boueurs municipaux, habitués cependant à manier bien des saletés, n'auraient pris qu'avec des pincettes, tellement ils étaient orduriers.

Les républicains y étaient traités de « voleurs » et de « pourris » et, dans cette poubelle toute remplie d'immondices, la Magistrature elle-même n'était pas épargnée. Bref, c'était du pur style Daudetiste et Maurassien dans toute sa splendeur !

Ces insanités restèrent longtemps, trop longtemps sur les murs de la Ville (la République est décidément bonne fille !).

Encouragés par l'impunité, M. Gateclou-Marest et ses acolytes tentèrent une nouvelle offensive.

Mais, cette fois, laissant de côté les affiches passe-partout envoyées par le service de propagande de la rue Boccaador, ils rédigèrent — si l'on peut dire ! — en s'inspirant du style-maison, cet appel à l'émeute que, pour l'édification de nos lecteurs, nous reproduisons ci-dessous, et dont l'impression fut exécutée par l'un de nos confrères locaux :

### LA DICTATURE DE LA CANAILLE !..

*La République vous écrase d'impôts. Elle vous vole ! Et quand vous protestez, elle vous mitraille ! Montrez-lui que nous ne sommes pas à Moscou !*

*Français ! Si vous ne voulez pas de la dictature de la canaille ; si vous ne voulez pas avoir le sort des Russes réduits à l'esclavage, SOULEVEZ-VOUS CONTRE LES VOLEURS ET LES ASSASSINS.*

*Aidez-nous à les chasser ! Le Roi seul peut donner à la France la Justice et la Paix. A bas la République ! Vive le Roi !*

L'ACTION FRANÇAISE.

Dès qu'il eut connaissance de

cette affiche, vendredi matin, le Maire de Mortagne fit savoir à M. Gateclou-Marest qu'il ne tolérerait pas que les murs des bâtiments municipaux reçoivent ce libelle incendiaire.

— M. le Maire est dans son droit en m'interdisant les bâtiments communaux, répliqua M. Gateclou-Marest, lorsqu'on lui eut fait connaître sa décision, mais il ne peut m'empêcher d'afficher ailleurs. Du reste, ajouta-t-il, je vais faire distribuer des tracts en ville.

Mais les tracts, qui étaient à l'impression, ne virent pas le jour car, sur ces entrefaites, les événements se précipitèrent.

Informé téléphoniquement par le Maire des procédés révoltants des camelots du Roy, M. le Préfet envoya à Mortagne le Commissaire spécial de la Préfecture qui, avec la gendarmerie, ouvrit une enquête, au cours de laquelle l'imprimeur et l'afficheur furent interrogés. Quant à M. Gateclou-Marest, il resta introuvable ; deux fois, les gendarmes se présentèrent vainement à son domicile.

Le soir même, par les soins de la maréchassée, les sept affiches placardées en ville étaient enlevées et déposées entre les mains de M. le Procureur de la République, qui en référa au Parquet Général, à Caen.

Voilà donc la Justice saisie de ces faits outranciers qui peuvent placer leur auteur, en raison de sa qualité, dans une fâcheuse posture.

Si, malgré l'excommunication dont l'Action Française a été l'objet de la part de la Papauté, il est encore permis à M. Gateclou-Marest d'avoir recours à la Providence, qu'il fasse bien vite son *mea culpa* et prenne la sage résolution de se confiner désormais dans l'étude de ses dossiers, tout en restant royaliste si bon lui semble.

Mais qu'il sache bien que les Mortagnais ne supporteront pas ses appels à l'émeute, surtout dans les heures troubles que nous vivons et alors que le chef du Gouvernement vient d'exhorter le Pays au calme et à la raison, en lui demandant de renoncer à toute agitation, « en plaçant au-dessus de tout l'intérêt de la France et de la République. »

Car, ne vous en déplaise, Monsieur Gateclou-Marest, cette bonne Marianne que vous haïssez n'est pas moribonde, et ce n'est pas encore demain que vous illuminerez sur la place du Palais de Justice pour fêter son trépas !

R. D.

P.S. — Et l'Ordinaire ? Mgr Pasquet nous dira-t-il ce que pense de tout cela l'Ordinaire et s'il compte prendre des sanctions contre le « pécheur public » Gateclou-Marest, depuis longtemps démasqué ?

Est-ce que, par hasard, dans le diocèse de Séez, les canons de l'Eglise tireraient quelquefois à blanc ?

Les journaux ornaïens perçoivent différemment l'événement en fonction de leurs idéaux et de leur attachement politique et relatent ainsi avec partialité le déroulement de cette journée. Tout d'abord, on se demande à qui incombe la responsabilité de ces émeutes meurtrières. En outre, si les journaux républicains de centre-gauche et de tendance radicale voient dans ces émeutes une tentative de coup d'état fomentée par l'extrême droite, les partis de droite relativisent quant à eux la portée de l'événement en affirmant que ces manifestations n'étaient que l'expression du dégoût et de la rancœur de l'opinion publique à l'égard du gouvernement et aucunement une volonté de mettre à bas la République.

Pour la *Croix de l'Orne*, journal de la droite conservatrice et catholique, les gouvernements et les partis de gauche sont à l'origine de ce déchaînement de violences : « *Entre le peuple et son gouvernement il y avait la boue du scandale, il y a maintenant le sang des luttes fratricides. Voilà l'œuvre du Cartel ! Voilà le résultat de l'Alliance immorale du Radicalisme aveugle avec le socialisme haineux !* » (édition du 11 février 1934). Elle voit aussi l'œuvre des « combineurs », « métèques » et « francs-maçons » (édition du 18 février 1934). La violence de la répression contre les manifestants est volontairement exagérée car la *Croix de l'Orne* évoque plus de 30 morts et des centaines de blessés : « *Du sang ! du sang français ! du sang d'anciens combattants a coulé et non pas goutte à goutte, aussi abondamment que sur le front, certains soirs d'attaque allemande !* » (édition du 11 février 1934). Le journal refuse l'accusation de la gauche qui voit dans cet événement une volonté fasciste de renverser le pouvoir pour mettre davantage en exergue la violence des forces de l'ordre et prouver son caractère disproportionné : « *Si encore il y avait eu nécessité de sauver la République attaquée et sur le point de succomber ! Mais il n'y avait pas même l'ombre d'une telle nécessité. A l'exception de quelques centaines de ligueurs d'« Action française », nul n'était l'ennemi du régime... [...]. Que les « Droits de l'homme », les socialistes de Blum, les jeunes « Turcs », embusqués dans le triangle de la franc-maçonnerie, n'essaient pas d'intervertir les pôles et de nous duper une fois de plus. Inutile qu'ils s'amuse à nous dénoncer le fascisme. Leur jeu est éventé. Le fascisme du côté des tués et des blessés ! Ces cyniques ajoutent la plaisanterie à la cruauté. Ils exagèrent. Les paroles mentent, mais le sang ne ment pas, ni les drapeaux en berne* » (édition du 18 février 1934).

Le *Journal de l'Orne*, très marqué à droite, voit l'ombre des partis de gauche dans le déclenchement de l'émeute : « *Les communistes et les socialistes avaient décidé de descendre également dans la rue. Aussi se mêlaient aux Parisiens authentiques, qui venaient clamer leur dégoût, des personnages équivoques en quête de mauvais coups... Les scènes de pillage et de violences - en dehors des violences policières - qui se sont déroulées sur divers points, sont imputables à cette tourbe* » (édition du 10 février 1934). Par ailleurs, la responsabilité totale de cette émeute est attribuée aux hommes au pouvoir comme le rappelle le titre de l'article qui relate les événements : « *Le Gouvernement de M. Daladier a provoqué mardi, à Paris, la guerre civile. La garde mobile fait feu sur les manifestants. On compte 9 morts et plus de 400 blessés* ». Tout comme la *Croix de l'Orne*, le *Journal de l'Orne* s'insurge contre la presse de gauche qui présente l'événement comme un coup de force fasciste de l'extrême droite : « *Silence aux menteurs ! Le parti radical et la franc-maçonnerie associés dans le mensonge. Les journaux parisiens ont reproduit une lettre-circulaire qui a été envoyée à tous les membres du Sénat. Cette lettre tend à présenter la protestation indignée des patriotes- et généralement des honnêtes gens- qui furent les artisans de l'union nationale comme des fascistes et des fauteurs de désordre. Ces calomnies sont la monnaie courante des partis d'extrême-gauche. Mais ce qu'il faut noter, c'est que cette lettre est signée par le parti radical-socialiste et les loges maçonniques.* » (édition du 17 février 1934).

Les journaux plus modérés de centre gauche comme *Le Perche* ou *L'Avenir de l'Orne* agitent le voile menaçant du fascisme et des ligues d'extrême droite tout en reconnaissant une part de responsabilité des hommes au pouvoir dans le discrédit jeté sur la III<sup>e</sup> République. Le 11 février 1934, *L'Avenir de l'Orne* évoque « *une évidente conjuration contre le régime républicain brutalement assailli par les extrémistes de droite et de gauche, après une préparation minutieuse qu'on eut le plus grand tort de ne pas prévenir* ». Le journal *Le Perche* désigne les ligueurs d'extrême droite comme les principaux responsables des émeutes mais voit aussi l'ombre du nazisme : « *Il y a d'autres coupables que ces propagandistes de la Commune blanche : tous ces agitateurs professionnels qui prônent un si curieux mélange de patriotisme hérissé et d'admiration pour le nazisme* » (édition du 11 février 1934). Dans son édition du 18 février, *Le Perche* stigmatise les agitateurs du 6 février 1934 : « *Les meneurs ? Les hommes de l'Action française, du nationalisme intégral, et tous ceux qu'ils ont entraîné vers l'insurrection et l'émeute dans le dessein de s'emparer du pouvoir et d'abattre la République à la faveur de la guerre civile. Une poignée de factieux galvanisant des légions de mécontents, par d'ignobles tromperies, et les menant à l'assaut d'institutions que des défaillances individuelles certaines ne peuvent cependant atteindre. Voici les criminels responsables de la lugubre soirée du 6 février !* ».

Ces émeutes entraînent la démission du président du Conseil Edouard Daladier qui laisse ainsi sa place à Gaston Doumergue, homme consensuel et ancien président de la République. *La Croix de l'Orne* voit dans cet homme un « sage appelé au secours de l'Etat branlant et - sans exagération - de la France ! » (édition du 18 février 1934). Il forme un nouveau gouvernement de conciliation en faisant appel à des hommes de droite tels que Edouard Herriot ou André Tardieu. D'autres personnages, qui s'illustreront tristement dans les années suivantes, rentrent au sein de ce nouveau gouvernement : Pierre Laval aux Colonies et Philippe Pétain au ministère de la Guerre. A peine nommé, Gaston Doumergue cherche l'apaisement et s'adresse solennellement aux Français :

*« Au Peuple français,  
J'ai été appelé pour former un gouvernement de trêve, d'apaisement  
et de justice.*

*Ce gouvernement est constitué.  
En son nom, je vous invite à accomplir à votre tour votre devoir  
en renonçant à toute agitation et en plaçant au-dessus de tout  
l'intérêt de la France et de la République.*

*Le Président du Conseil*

<b>Le nouveau Ministère</b>
<i>Présidence du Conseil, Ministre sans portefeuille : M. G. DOUMERGUE.</i>
<i>Ministre d'Etat : M. André TARDIEU.</i>
<i>Ministre d'Etat : M. HERRIOT.</i>
<i>Affaires Etrangères : M. BARTHOU.</i>
<i>Justice : M. Henry CHÉRON.</i>
<i>Intérieur : M. Albert SARRAUT.</i>
<i>Guerre : Maréchal PÉTAÏN.</i>
<i>Marine de Guerre : M. PIÉTRI.</i>
<i>Marine Marchande : M. William BÉR- TRAND.</i>
<i>Air : Général DENAIN.</i>
<i>Finances : M. Germain MARTIN.</i>
<i>P. T. T. : M. MALLARMÉ.</i>
<i>Education Nationale : M. BERTHOD.</i>
<i>Commerce : M. LAMOUREUX.</i>
<i>Colonies : M. Pierre LAVAL.</i>
<i>Agriculture : M. QUEUILLE.</i>
<i>Travaux Publics : M. P.-E. FLANDIN.</i>
<i>Santé publique et Education physique : M. Louis MARIN.</i>
<i>Pensions : M. RIVOLLET.</i>
<i>Travail : M. MARQUET.</i>

La composition du nouveau gouvernement *La Croix de l'Orne*, 18 février 1934.



*(Cliche Record)*  
**Le sourire du Président DOUMERGUE**

Photo de Gaston Doumergue *La Croix de l'Orne*, 11 février 1934.

L'ordre est ainsi rétabli par ce nouveau gouvernement « d'Union nationale » mais les tensions demeurent. Les partis de gauche, ayant perçu les événements du 6 février 1934 comme une tentative de coup d'état fasciste, se rassemblent peu à peu pour faire face à l'extrême droite et préparer les élections législatives de 1936. Quelques mois plus tard, les radicaux, les socialistes et les communistes forment le Front populaire, alliance populaire qui remporte les élections de mai 1936 et met en place une série de réformes sociales.

**Sources aux Archives départementales de l'Orne :**

- *Le Perche*. 5071/52.
- *L'écho de l'Orne*. 5049/119.
- *L'Avenir de l'Orne*. 5066/59.
- *Le Journal de l'Orne*. 5035/122.
- *Le Réveil de Flers*. 5021/31.
- *La Croix de l'Orne*. 5009/43.

**Bibliographie :**

BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, Julliard, Paris, 1975, collection « Archives ».

WINOCK Michel, *La Fièvre hexagonale : les grandes crises politiques de 1871 à 1968*, Le Seuil, Paris, 2001, collection « Points Histoire ».

# A la découverte des documents d'Archives...

## COMPARER DEUX ARTICLES DE JOURNAUX RELATANT LE MÊME ÉVÉNEMENT

« De sanglantes émeutes ont éclaté mardi soir à Paris »  
*Le Perche* du 11 février 1934.

« Le Gouvernement de M. Daladier a provoqué mardi à Paris la guerre civile »  
*Le Journal de l'Orne* du 10 février 1934.

### Le Gouvernement de M. DALADIER a provoqué mardi, à Paris, la guerre civile

La garde mobile fait feu sur les manifestants

On compte 9 morts et plus de 400 blessés

Comme on peut s'en rendre compte d'après le titre ci-dessus, emprunté à l'« Echo de Paris », des faits extraordinairement graves se sont déroulés mardi soir à Paris.

Voici tout d'abord quelques lignes de notre confrère donnant un aperçu général des manifestations :

« Des scènes révolutionnaires, des orateurs au charbonnant, des groupes frénétiques, des troupes armées passent à travers les rues de la capitale, de lourds canons chargés de gardes nobles allant à toute vitesse sur les points menacés, enfin tout un peuple angoissé d'un événement violent de colère et d'indignation focalisé avec l'énergie et réclamant avec véhémence le départ de dirigeants ignominieux, tel est le spectacle que Paris a donné hier soir.

« On n'avait rien vu de pareil depuis longtemps. Mais, cette fois, la colère de Paris avait rarement été plus terrible. Certains quartiers étaient entièrement « vidés » de leurs habitants au profit des points où l'on se battait. Véritable manifestation de Paris patriote, la manifestation d'hier a pris une signification grandiose.

« Mais, pour tenter d'atteindre le véritable caractère de ces scènes de révolte, les communistes et ses socialistes avaient décidé de descendre également dans la rue. Aussi se joignirent-ils aux Parisiens autochtones, qui venaient clamer leur dégoût des personnages éphémères en quête de mauvais coups. Les scènes de pillage et de violence — en dehors des violences policières — qui se sont déroulées sur divers points, sont imputables à cette foule.

« Il est difficile de relater avec ordre et mesure les divers épisodes de cette soirée. Nous ne pouvons mieux faire que suivre les divers groupements dans leurs manifestations respectives.

« Les manifestations de la soirée et de la nuit se sont déroulées en trois phases principales. Une première rencontre entre communistes et policiers a eu lieu au début de la soirée sur le boulevard de Sébastopol et rue de Rivoli. Les plus graves bagarres, accompagnées de incendies et de charges de cavalerie — ce furent les échauffourées les plus meurtrières — devaient se produire sur la place de la Concorde et ses abords. Enfin, de nombreuses scènes d'émeute eurent lieu sur la place de l'Opéra et dans les Champs-Élysées ».

### LES INCIDENTS

A 18 h. 30, des milliers de manifestants se trouvent massés sur la place de la Concorde. Des clamours retentissent sans interruption. Le barrage est rompu, l'entrée du pont de la Concorde est renforcé.

Des pierres, des morceaux de métal sont lancés dans la direction des agents.

Ordre est alors donné à la garde à cheval de charger. Elle parvient à faire reculer les manifestants et à débloquer quelque peu la place.

Des autobus traversant la place ont été forcés de stopper, les voyageurs contraints de descendre. Les vitres des voitures ont été brisées et on a tenté de renverser les véhicules.

Des autos particulières ont été lapidées.

A 18 h. 40, quelques centaines de communistes s'étaient massés aux abords des garages Saint-Lazare et du Nord, ont été facilement dispersés par la police.

A 18 h. 50, boulevard de Sébastopol, à la hauteur de M. Marchand, quatre cents communistes qui tentaient de se rendre place de l'Hôtel-de-Ville ont été dispersés après plusieurs charges d'agents.

A 18 h. 55, des centaines de gardes de la place de l'Hôtel-de-Ville, rue de Rivoli, place du Châtelet, des manifestants, la plupart des communistes, les premiers installés dans les kiosques et y mettent le feu. La police procède à une vingtaine d'arrestations.

A 19 heures, un autobus flambé place de la Concorde.

A 19 h. 15, le service d'ordre a réussi à repousser la plus grande partie des manifestants sur l'avenue des Champs-Élysées.

Deux autobus sont renversés, un troisième continue à brûler.

De violentes charges sont effectuées. De part et d'autre il y a de nombreux blessés. Le brigadier chef Herbin, du 8<sup>e</sup> arrondissement, est grièvement blessé à un œil.

A coups de couteau ou de poignard des manifestants blessent les chevaux des gardes, leur coupant les jarrets.

De nombreuses arrestations sont opérées. Il apparaît que parmi les manifestants se trouvent, outre les communistes arrivés les premiers sur les lieux de la concentration, les adhérents des groupements de droite et les socialistes combattants de l'U.N.R.

A 19 h. 20, 300 manifestants s'étaient groupés au carrefour Rivoli-Sébastopol brisant une borne lumineuse. Des enseignes lumineuses de magasins sont lapidées. La police refoule les manifestants dans les rues adjacentes.

A 19 h. 50, une centaine de membres de la Solidarité Française partent en cortège du carrefour Richelieu-Drouot en direction de la place de l'Opéra, où un barrage de gardes à cheval les arrête.

A 19 h. 25, place de la Concorde, un barrage d'agents est forcé un peu avant le pont de la Concorde. Les gardes à cheval chargent.

A 19 h. 30, 500 manifestants ont défilé boulevard du Palais, lançant des cris divers, surtout : « A bas les voleurs ! »

A 19 h. 35, un député du Nord, M. Desbarès, qui se trouvait dans un groupe de manifestants armés est embarqué dans un autocar de la préfecture. Il sera alors fait reconnaître et a été rendu à la liberté.

A 19 h. 35, les manifestants ont réussi à édifier une barricade avenue des Champs-Élysées avec des bancs, des arbustes, des grilles d'arbres et des débris de kiosques et d'arbres.

### Sabre au clair

A 19 h. 50, la garde mobile charge sabre au clair pour dégager les barrières défendant l'entrée du pont de la Concorde.

Sur la rive gauche, devant le Palais-Bourbon, les pompiers installent leurs pompes, prêts à asperger les manifestants s'ils réussissent à forcer les barrières et à s'engager sur le pont.

On signale que 300 agents ou gardes sont blessés.

### La garde tire à coups de revolver sur les manifestants

A 19 h. 50, la garde ayant chargé sabre au clair est repoussée par les manifestants qui forcent le barrage de police défendant l'entrée du pont de la Concorde. Ils lancent des pierres et frappent agents et gardes.

Ils ont réussi à atteindre le milieu du pont. Un important barrage est reconstruit devant le Palais-Bourbon.

La garde mobile tire des coups de revolver sur les manifestants.

L'effolement semble gagner le service d'ordre qui perd du terrain à la fois.

A 19 h. 55, on signale que parmi les manifestants quatre ont été blessés par les balles des gardes-montés. Deux d'entre eux blessés grièvement sont conduits à Beaujon.

De nombreux agents ont été également blessés par les manifestants.

M. Marchand, directeur de la police municipale, qui se trouvait à la tête du service d'ordre, a été atteint à la tête par un morceau de fer lancé par un manifestant. M. Marchand a été admis à l'Hôtel-Dieu de la Casbah.

A 20 h. 15, les barrières installées rue de Valenciennes, rue de Grenelle et au pont Royal ont été forcées par des groupes d'anciens combattants. Ils se dirigent vers la Chambre.

A ce moment, un groupe de manifestants essaimé de forces entrées du ministère de la Marine. Au delà des pompiers les arrosent de leurs lances, mais le groupe réussit à faire voler la porte et à y mettre le feu que les pompiers ont pu maîtriser facilement.

## De sanglantes émeutes ont éclaté mardi soir à Paris

### Des morts - De nombreux blessés

### Salut aux victimes

Le terrible fait mardi soir a produit de graves conséquences. On a lancé une vague aveugle et la violence de l'émeute qui a duré près de deux heures a pu provoquer la mort de plusieurs personnes et de nombreux blessés.

Il y a eu deux morts et de nombreux blessés.

Il y a eu deux morts et de nombreux blessés.

### La mise en garde de Daladier

Des manifestations ont éclaté mardi soir à Paris. Le Président du Conseil a adressé aux députés un message dans lequel il leur a fait connaître son attitude et son espoir.

Le Gouvernement a appelé un régime et à la sagesse de la population française.

Les députés professionnels ont répondu aux bruits les plus alarmants. Ils ont déclaré qu'ils ne se laisseront pas entraîner par les passions et les passions.

Le Gouvernement a appelé un régime et à la sagesse de la population française.

### Le bilan de la soirée

Suivant les sources de nos confrères de Paris, il y aurait eu 9 morts et plus de 400 blessés, dont certains grièvement. Parmi les blessés, on signale plusieurs conseillers municipaux de Paris, un député du Nord, M. Guichard et Marchand, de la justice militaire.

### Tous les cortèges interdits

La préfecture de police, à la suite de l'émeute de mardi, a interdit tous cortèges et rassemblements sur la voie publique.

### UNE GRAVE DÉCLARATION DE M. DE TASTES, DÉPUTÉ DE PARIS

M. de Tastes, député de Paris, a fait à l'« Echo de Paris », la grave déclaration suivante :

« Il était 20 h. 15, je venais de quitter le Palais-Bourbon et je m'étais engagé sur le pont de la Concorde. J'étais seul, j'étais tranquille. Je trouvais tout va bien. Les gardes mobiles formaient de puissants barrages pour interdire l'accès du pont. Une manifestation qui se dirigeait vers le Palais-Bourbon, mais une garde par des forces considérables.

« Un moment donné, les barrières fléchirent et la foule passa. C'est alors que je vis les gardes mobiles, pendant tout sanglants, tirer leurs revolvers et faire feu. Dans la foule des manifestants, des hommes tombèrent. Je me précipitai sur les gardes mobiles et leur demandai s'ils se rendaient compte de ce qu'ils faisaient. Les gardes me répondirent : « Le gouvernement a appelé un régime et à la sagesse de la population française. »

« Je revins alors à la Chambre. M. Franklin-Bouillon était à la tribune. Je l'interrompis et j'apostrophai M. Daladier lui demandant s'il avait donné l'ordre de tirer sur la foule.

« Ma question provoqua une stupéur et une agitation qui obligèrent le président Bouillon de lever la séance.

« La déclaration formelle de M. de Tastes constitue un écrasant procès-verbal et confond le gouvernement qui a donné l'ordre de faire feu et ceux qui ont exécuté.

### DE NOUVEAUX TROUBLES ONT EU LIEU MERCREDI SOIR

Jusqu'à ce que fut connue la démission du cabinet Daladier, l'agitation a été vive dans les rues de Paris où des échauffourées — d'ailleurs sans gravité ont eu lieu. Par contre, dans la soirée, des incidents violents se sont produits : des bandes de communistes se sont livrées à des actes de faits sur les agents et ont pillé des magasins, notamment Boulevard de Capucines et près de la Madeleine. Ils ont également incendié un autobus. Ils ont été dispersés par les gardes mobiles. Il y a eu près de 200 blessés. Un garde mobile a été tué.

# A la découverte des documents d'Archives...

## Approche méthodologique

### 1. Présentation du document

- Présentez les éléments suivants :  
Nature, titre, auteur, commanditaire, destinataire, date, source.  
Insister sur l'orientation politique du journal dont est issu l'article.

### 2. Analyse du document

- Rappeler l'événement narré dans l'article.
- Replacer l'événement dans son contexte politique, social et économique.
- Distinguer des repères pour situer l'article dans son contexte (noms de personnes, lieux évoqués, jours, documents annexes à l'article,...).
- Identifier le vocabulaire utilisé (à quels champs lexicaux appartient-il?), le style de l'auteur et la richesse de la description (détails, déroulement chronologique, lieux évoqués, personnages impliqués,...).  
Insister sur le vocabulaire comme marqueur d'un engagement politique (ex : métèques, francs-maçons, complot, fasciste,...).
- En quoi le croisement de deux articles illustre-t-il la difficulté à relater en détail un événement précis et montre-t-il le caractère subjectif du récit ?  
Les chiffres évoqués sont-ils les mêmes ? les différences perçues ne résultent-elles pas de choix montrant l'engagement de chaque journal ?

### 3. Interprétation du document

- Comment ce croisement permet-il de déceler l'engagement de l'auteur à partir des choix opérés dans la description de l'événement ?  
En fonction de l'article, montrer le caractère prémédité ou non de l'émeute et la mise en accusation des responsables.
- Quel est l'intérêt historique de ce document ?  
Montrer l'enjeu de cet événement dans l'union des forces de gauche et l'émergence du Front Populaire.
- Ce document est-il contemporain de l'événement qu'il décrit ?  
Identifier le décalage entre la date de l'événement et la date de l'article.
- Est-il un témoignage brut ou un texte construit à partir d'un point de vue identifiable ?
- Quelle en est la portée : ce document est-il représentatif d'un contexte plus général ?

## Pour aller plus loin...

Ce type de comparaison peut être envisagé dans l'étude de l'affaire Dreyfus, les accords de Munich, la prise de la Bastille, l'arrivée au pouvoir du général De Gaulle, le vote des pleins pouvoirs à Pétain, la nomination d'Hitler à la chancellerie,...

Site Internet du CLEMI (site spécifique pour l'étude de la presse avec les élèves).